EXTRAIT du REGISTRE
des DELIBERATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL

Effectif légal du Conseil

Municipal : 33

Nombre de Conseillers

en exercice : 33

Nombre de Conseillers

présents ou représentés :

31

Nombre de votants :

31

Date de convocation :

2 avril 2024

Date d'affichage de la
liste des délibérations :

11 avril 2024

**Objet : Projet
d'écoquartier –
Convention avec l'Etat
et le Cerema pour une
mission
d'accompagnement**

L'AN deux mille vingt-quatre, le 8 avril le Conseil Municipal de la Ville de Riom, convoqué le 2 avril, s'est réuni en session ordinaire, à 18 heures 30, à la Salle Attiret Mannevil, sous la présidence de **Monsieur Pierre PECOUL, Maire**

PRESENTS :

M. BAGES, Mme BERTHELEMY, M. BOUCHET, Mme CHAMPEL, MM. CHASSAING, DE ROCQUIGNY, DESMARETS, Mmes EUERSTEIN, GRENET, M. HEBERT, Mme LAFOND, M. LARRAUFIE, Mmes LYON, MACHANEK, M. MONNET, Mme MOURNIAC-GILORMINI, MM. RAYNAUD, RESSOUCHE, Mme ROUSSEL, M. SEMANA, Mmes STORKSEN, TOVAR, VAUGIEN, VEYLAND, M. VERMOREL.

ABSENTS :

Mme Elodie ACKNIN, Conseillère Municipale Déléguée
absente

M. Rémy BALLET, Conseiller Municipal
a donné pouvoir à Mickaël SEMANA

M. Jean-Pierre BOISSET, Maire-Adjoint
a donné pouvoir à Pierre PECOUL

M. Daniel GRENET, Maire-Adjoint
a donné pouvoir à Pierre CHASSAING

Mme Audrey LAURENT, Conseillère Municipale
absente

Mme Nathalie NIORT, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Boris BOUCHET

Mme Christine PIRES-BEAUNE, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Bruno RESSOUCHE

< > < > < > < >

Secrétaire de Séance : Bernard MONNET

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 8 AVRIL 2024**

QUESTION N° 33

OBJET : Projet d'écoquartier – Convention avec l'Etat et le Cerema pour une mission d'accompagnement

RAPPORTEUR : Anne VEYLAND

Question étudiée par la Commission n° 2 « Aménagement et embellissement de la Ville » qui s'est réunie le 19 mars 2024 et par la Commission n° 4 « Attractivité du territoire » qui s'est réunie le 25 mars 2024.

Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public engagé pour l'aménagement durable des territoires, agit au cœur de la démarche ÉcoQuartier, en contribuant notamment aux expertises du label, aux commissions régionales et nationales et aux formations de la démarche.

Il participe, au côté des services de l'Etat à travers la Direction Générale de l'Aménagement, du Logement, et de la Nature (DGALN) à la diffusion des cas démonstrateurs pour la généralisation de la démarche.

Dans le cadre de son projet d'écoquartier, la Commune de Riom a candidaté auprès des services de l'Etat le 19 septembre 2023, et a été retenue le 30 octobre 2023, pour bénéficier d'un accompagnement sur mesure du Cerema, en ingénierie, pour la mise en œuvre et le suivi de l'opération.

Les modalités d'accompagnement sont formalisées à travers la signature d'une convention tripartite entre l'Etat, le Cerema et la Commune de Riom.

Plus précisément, cet accompagnement se décline de la manière suivante :

- Une durée de 3 ans ;
- Un volume d'une douzaine de jours par an, dans la limite de 36 jours sur trois ans ;
- L'accompagnement du projet jusqu'à l'inscription des engagements dans une traduction concrète.

Au regard de la cession des terrains objet de l'opération, les besoins de la Collectivité identifiés auprès du Cerema visent un accompagnement pluridisciplinaire de la Collectivité et de l'opérateur retenu pour la réalisation du premier écoquartier de l'agglomération.

La convention s'articulera donc en particulier autour des dimensions suivantes, dont la répartition projetée est précisée dans la convention

annexée :

- Accompagnement au label écoquartier (indicateur – évaluation),
- Mobilité durable,

COMMUNE DE RIOM

- Participation citoyenne,
- Emploi / recyclage,
- Traitement des sols pollués et plantes invasives.

Les modalités financières de cet accompagnement sont définies par la convention de cofinancement du 21 janvier 2022 liant l'Etat et le Cerema, et prévoyant une participation de la Collectivité de 20 % et la répartition à parts égales du reste à charge de l'ingénierie du Cerema entre ce dernier et l'Etat.

Elles sont précisées dans le tableau suivant :

Répartition des charges	Pour 3 ans
Commune de RIOM (20%)	7 200 € HT, soit 8 640 € TTC
Etat (40 %) via convention Cerema/DGALN)	14 400 € HT
Cerema (40%)	14 400 € HT
Total	36 000 € HT

La Participation financière de la Collectivité s'élève donc à 8 640 € sur 3 ans, répartis de manière forfaitaire :

- Un acompte de 30%, soit 2 160 € HT (2 592 € TTC) au premier anniversaire de la convention,
- Un acompte de 30%, soit 2 160 € HT (2 592 € TTC) en fin de 2^{ème} année de la convention,
- Le solde de 40%, soit 2 880 € HT (3 456 € TTC) à la fin de la mission et sous réserve de la validation préalable commune par les parties des travaux réalisés.

Le Conseil Municipal est invité à :

- **valider les modalités techniques et financières d'accompagnement du Cerema dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'écoquartier,**
- **autoriser le Maire à signer la convention avec l'Etat et le Cerema, annexée à la présente délibération.**

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL A ADOPTE

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

RIOM, le 8 avril 2024

Le Maire,

signé

Pierre PECOUL

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Riom (23 rue de l'Hôtel-de-Ville, BP 50020 63201 Riom Cedex), étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).